

McKinley. Et la veille de son assassinat, McKinley prononça un grand discours, rempli d'énoncés excellents sur les affaires et remarquable par la largeur et l'élévation de vues sur un monde qu'il souhaitait de plus en plus vraiment international et interdépendant. Puis-je le citer?

L'isolement n'est plus guère possible, ni désirable. Dans toute la chrétienté, la même nouvelle importante est lue le même jour, bien qu'en langages différents. La télégraphie nous avertit de ce qui se passe partout, et la presse annonce avec plus ou moins d'exactitude les projets et les intentions des nations. Les cours des produits et des titres sont connus d'heure en heure dans tous les marchés commerciaux, et les placements des individus franchissent les limites des territoires nationaux respectifs pour atteindre les endroits les plus reculés de la terre.

Aucune nation ne peut plus rester indifférente d'une autre. Comme on se trouve plus rapproché l'un de l'autre, les chances de malentendus diminuent d'autant, les dispositions deviennent meilleures, et quand se présentent des différends, on les règle par voie d'arbitrage, ce qui est la façon la plus convenable de régler les disputes internationales.

Notre capacité de production a tellement augmentée, et nos produits se sont tellement multipliés, que le problème de trouver d'autres débouchés exige notre pressante et immédiate attention. Seule une politique large et éclairée nous conservera ce que nous avons. Aucune autre politique n'obtiendra davantage.

Notez, honorables messieurs, que ceci fut dit, il y a trente ans.

Au moyen d'ententes commerciales raisonnables qui n'interrompent pas notre production domestique, nous multiplierons nos débouchés pour nos surplus qui augmentent. Un système capable d'effectuer l'échange réciproque de marchandises est manifestement nécessaire à la continuation des progrès véritables dans notre commerce d'exportation. Il ne faut pas croire dans la maxime utopique que nous pouvons toujours vendre toutes choses et n'acheter que peu ou rien. Si c'était possible, ce ne serait pas ce qu'il y a de mieux pour nous, pas plus que pour ceux qui commerceraient avec nous. Nous devrions accepter de nos clients les produits qui pourraient nous servir sans nuire à nos propres industries et à notre main-d'œuvre. La réciprocité est la conséquence logique de nos merveilleux progrès industriels conformément à la politique intérieure fermement établie chez nous.

La période d'exclusivisme est maintenant chose du passé. L'expansion de notre industrie et de notre commerce, voilà le problème pressant. Les guerres commerciales ne rapportent rien. Une politique de relations commerciales marquées au coin de la bonne volonté et de l'amitié empêchera les représailles. Les ententes à base de réciprocité sont dans l'esprit de notre temps. Les mesures de représailles ne le sont pas.

Si nous pouvons nous dispenser de quelques-uns de nos droits douaniers et s'ils ne sont plus nécessaires à notre revenu, à la protection ou à l'encouragement de nos industries nationales, pourquoi ne les utiliserions-nous pas à l'expansion et à la recherche d'autres débouchés à l'étranger?

Mais les politiciens n'ont pas voulu écouter pareil conseil. L'appel à la fierté, à la suffi-

sance personnelle, à l'isolement magnifique, servit de cri électoral, tant chez les Républicains que chez les Démocrates—un cri de guerre victorieux au cours des élections générales d'une nation dont les progrès commerciaux, les progrès industriels merveilleux et la prospérité abondante avaient créé cette croyance—une illusion—que pas n'était besoin de compter sur l'étranger pour continuer de progresser et de prospérer.

Nous pouvons maintenant croire sans peine que le citoyen ordinaire revient, lentement mais progressivement, de cette léthargie dans laquelle on l'avait fait tomber et où on l'avait tenu pendant plusieurs années. On ne saurait douter non plus qu'aujourd'hui, la République comprend que son tarif, principalement celui de 1930, a causé, à l'heure qu'il est, des dommages incalculables à ses industries et à son commerce. Cette politique a provoqué, ou est sur le point de le faire, des représailles universelles et le talion de la part du reste du monde. Comme l'a dit le président McKinley: "Les Etats-Unis peuvent-ils placer leur confiance en une sécurité imaginaire, et croire qu'ils peuvent vendre toutes choses toujours, et n'acheter que peu ou rien?" "Peuvent-ils croire que si pareille chose était possible, ils y trouveraient leur meilleur avantage, tout comme ceux avec qui ils commerceraient?" Pourraient-ils maintenir chez eux leur niveau de vie si les autres pays ne pouvaient maintenir ou améliorer le leur?

C'est la dislocation du commerce, de la finance et de l'industrie du monde qui a provoqué la crise et les ruines présentes. Comme exemple de cette dislocation, je peux citer les banques d'Allemagne qui imposent aujourd'hui huit pour cent d'intérêt sur leurs prêts tandis que de l'autre côté de la frontière, en Suisse, les déposants sont obligés de payer les banques pour accepter leurs dépôts. Cette conception faussée des affaires se manifeste même dans certains états de l'Union américaine, qui prêchent jusqu'à l'excès la pratique d'"achat sur place" quand il s'agit de commercer ou de garder l'argent chez soi. Je ne citerai que deux exemples. Plusieurs citoyens de l'Etat d'Illinois, ses journaux et ses périodiques commerciaux, même son gouvernement, cherchent à établir que l'Etat d'Illinois ne devrait pas acheter aux autres Etats des produits que l'on peut trouver ou que l'on pourrait fabriquer dans son propre territoire. Autre exemple: l'Etat de Pennsylvanie a trouvé à propos et même nécessaire d'insérer la disposition suivante dans ses lois:

Il est contraire à la loi, pour tout corps administratif de l'Etat, de commander ou de permettre l'utilisation dans tout édifice public ou tout autre entreprise érigée, construite ou réparée aux frais de la communauté, ou d'acheter des fournitures, des outillages ou des matériaux en